

Formation

Les métiers de demain vus par Anne Hiltpold

La rencontre avec la conseillère d'État chargée du Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP) a porté sur la formation à Genève. Anne Hiltpold a partagé sa vision sur les métiers de demain et a évoqué de quelle manière la formation professionnelle évoluera pour correspondre aux besoins de l'économie. Nous lui avons posé trois questions.



Anne Hiltpold a partagé sa vision sur les métiers de demain.

Comment prévoyez-vous d'adapter le système éducatif genevois pour préparer les étudiants aux métiers qui n'existent pas encore, mais qui pourraient émerger dans les cinq à dix prochaines années ?

En Suisse, nous avons la chance d'avoir un système éducatif performant et adaptable, surtout dans le domaine de la formation professionnelle. Nous pouvons créer de nouvelles filières assez rapidement, les ajuster, allonger la durée selon les besoins de l'économie et des entreprises. Il existe également un volet d'information pour nos jeunes, avec l'orientation scolaire au cycle. Tous les élèves du cycle suivent un cours d'orientation qui leur présente les différents métiers. Nous avons également un magazine, « Le génie des métiers, journal

de la formation professionnelle », envoyé à tous les parents pour informer les jeunes sur les différentes filières. Enfin nous sommes en lien, et c'est très important, avec les milieux économiques, comme la CCIG, pour comprendre les attentes et les besoins des professionnels en matière de formation.

Quelle est votre stratégie pour développer la culture de l'apprentissage tout au long de la vie chez les jeunes Genevois, afin qu'ils restent employables sur un marché du travail en constante évolution ?

D'abord, il faut faire comprendre aux jeunes qu'ils ont besoin d'un titre, car aujourd'hui, pour trouver un emploi, il faut une certification. Ensuite, on leur explique qu'ils devront continuer à se former tout

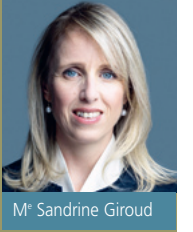
au long de leur vie. C'est normal et c'est en train de devenir indispensable, étant donné que les métiers évoluent très rapidement. Nous-mêmes, nous montrons l'exemple en continuant à nous former tout au long de notre vie. Nous prévoyons des formations continues pour les adultes, et expliquons aux jeunes que c'est aussi ce qui les attend.

Comment votre département compte-t-il aborder la question de l'égalité dans la préparation aux métiers du futur pour s'assurer que tous les jeunes Genevois aient des chances d'accéder à ces opportunités ?

Notre axe de communication repose entièrement sur l'égalité d'accès aux professions. Nous avons à cet égard des plans d'action pour lutter contre les stéréotypes dans certains métiers. Ainsi, les jeunes filles sont encouragées à s'orienter vers des filières techniques avec le plan MINT, et les jeunes garçons à envisager des métiers dans les soins et l'accompagnement avec le plan CARE. Nous travaillons donc sur l'égalité d'accès dans ces différents domaines. Enfin, il y a la journée « Futur en tous genres » qui aide à briser les stéréotypes, durant laquelle les filles découvrent le métier de leur père et les garçons celui de leur mère. ■

Droit

Promouvoir Genève comme capitale internationale du droit



M^e Sandrine Giroud

La Geneva International Legal Association (GILA) vient d'être fondée afin de promouvoir Genève comme capitale internationale du droit et des services juridiques. Comment ? En mettant en valeur l'expertise juridique locale et en renforçant l'attractivité du droit suisse à l'échelle internationale. Inspirée de modèles similaires à Londres, Paris ou Singapour, la GILA ambitionne de valoriser ces services comme moteurs de développement social et économique en facilitant les échanges entre acteurs juridiques et économiques locaux et internationaux. Présidente de l'association et Bâtonnière de l'Ordre des avocats de Genève, M^e Sandrine Giroud nous en dit plus.

Genève, capitale internationale du droit ? Que compte faire la GILA pour y arriver ?

Avec ses secteurs économiques phares - finance, négoce de matières premières, industrie, technologie de l'information et organisations internationales -, Genève est déjà un centre majeur pour les affaires internationales. À travers la Geneva International Legal Week (GILW), la GILA vise à mettre en valeur l'expertise juridique locale, des études d'avocats aux juristes d'entreprises, en passant par les fournisseurs de services juridiques, notamment en matière de digitalisation. La GILA aspire aussi à promouvoir les avantages d'un droit suisse particulièrement adapté aux relations contractuelles.

Cela justifie-t-il l'introduction de l'anglais dans le traitement des litiges ?

Oui, l'introduction de l'anglais comme langue procédurale est un

pas nécessaire pour s'adapter à la réalité des litiges internationaux, où l'anglais est souvent la langue des affaires et donc du dossier de la procédure. La GILA ne cherche pas à faire fi du plurilinguisme suisse mais à offrir une plus grande efficacité dans le traitement de contentieux commerciaux internationaux. D'ailleurs, les modifications du Code de procédure civile, introduites à l'initiative des deux Ordres d'avocats les plus importants en Suisse, Genève et Zurich, limitent la possibilité d'utiliser l'anglais comme langue de procédure uniquement pour les litiges commerciaux et internationaux. Cette possibilité est une option que les cantons peuvent mettre en œuvre. Zurich le fera en principe dès 2026 et les autorités genevoises réfléchissent à la question.

Quels résultats espérez-vous obtenir dès la première édition de la GILW ?

La GILW 2025 se tiendra du 10 au 12 mars prochains, entre l'Auditorium de la FER Genève et différents sites. Elle ambitionne de créer une plateforme de référence pour les échanges juridiques internationaux, attirant une audience diversifiée de professionnels du droit et d'entreprises. L'objectif est de positionner Genève comme un centre incontournable pour la résolution des litiges internationaux et d'accroître la visibilité du droit suisse, en établissant des partenariats durables entre les différents acteurs présents lors de l'événement.

La GILA bénéficie du soutien de la CCIG. Vincent Subilia a le plaisir de siéger au sein de son Comité. ■

Rencontre d'exception

Dîner avec l'ambassadeur des États-Unis en Suisse et au Liechtenstein



Le 30 octobre, la CCIG a eu le privilège d'organiser à l'Hôtel Beau-Rivage à Genève un dîner d'échanges et de dialogues enrichissants avec Son Excellence Scott Miller, ambassadeur des États-Unis en Suisse et au Liechtenstein.

Lors de cette rencontre exceptionnelle, nos Membres ont pu découvrir la vision de l'ambassadeur Miller sur les relations économiques et commerciales entre la Suisse et les États-Unis, le rôle des entreprises suisses sur le marché américain, la Confédération étant le 7^e investisseur étranger aux États-Unis, ainsi que les opportunités qui en découlent pour les entreprises genevoises. La Chambre remercie chaleureusement Son Excellence pour son engagement et sa venue, ainsi qu'à tous les participants à cette soirée ! ■

Mobilité

Avenir des transports

Le 31 octobre, la CCIG a eu l'honneur d'accueillir le conseiller fédéral Albert Rösti pour une manifestation consacrée à l'avenir des transports dans l'Arc lémanique.



En plein cœur du quartier de l'Étang, le conseiller fédéral responsable du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), a souligné l'importance cruciale de développer à la fois les infrastructures routières et ferroviaires afin de répondre aux enjeux de notre région. Un grand merci aux intervenants de la table ronde pour leurs riches échanges, ainsi qu'à tous les participants pour leur présence. ■